

# RÉDUCTION DES RISQUES SEXUELS & ÉMANCIPATION DES FEMMES

un cercle vertueux

L'EXPÉRIENCE DU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL DANS DES PAYS DU SUD

PAGE 4  
**01/UN  
PROGRAMME  
POUR AGIR,  
UNE BROCHURE  
POUR LE DIRE**

# sommaire

PAGE 12  
**04/LE PROGRAMME  
RÉDUCTION  
DES RISQUES SEXUELS  
DU PLANNING  
FAMILIAL EN AFRIQUE:**

PAGE 13  
**BREF  
DESCRIPTIF  
DU PROGRAMME**

PAGE 8  
**02/LE PLANNING  
FAMILIAL,  
UN ACTEUR  
DE LA SOLIDARITÉ  
INTERNATIONALE**

PAGE 10  
**03/DU LIEN  
INDISPENSABLE  
ENTRE LA  
RÉDUCTION  
DES RISQUES  
SEXUELS  
ET L'EMANCIPATION  
DES FEMMES**

PAGE 16  
**PRINCIPES  
D'ACTION  
& REPERES  
MÉTHODOLOGIQUES**

PAGE 25  
**ACQUIS  
& PERSPECTIVES  
DU POINT DE VUE  
DES ACTRICES  
DU PROGRAMME**

# UN PROGRAMME POUR AGIR, UNE BROCHURE POUR LE DIRE.

**EN 2009, LES FEMMES REPRÉSENTAIENT 51% DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH/SIDA DANS LE MONDE. En Afrique subsaharienne, la situation est plus alarmante. Dans cette région, où se concentre l'essentiel de l'épidémie, les jeunes filles représentent 75% des personnes vivant avec le VIH âgées de 15 à 24 ans et le Sida est devenu la principale cause de mortalité pour les femmes en âge de procréer.**

Ces chiffres, révélateurs de l'inégalité de statut entre les hommes et les femmes, témoignent du poids de la précarité, des normes sociales et de l'absence de droits aggravée par les violences, dans la forte exposition aux risques d'IST-Sida des femmes. Cependant, 30 ans après l'émergence du Sida, les réponses construites par les politiques de santé tardent à intégrer concrètement ces dimensions, reconnues aujourd'hui par toutes les institutions internationales.

- 4 -

Prendre enfin en compte les inégalités de genre dans la lutte contre le Sida, contribuer à faire reculer tous les "déficits statutaires" qui affectent les femmes et renforcent leur exposition au "déficit immunitaire" : telle est l'approche que Le Planning Familial défend tant dans ses actions de plaidoyer que sur le terrain, au Nord comme au Sud.

Une ligne défendue non seulement par les associations féministes - dont celles de femmes vivant avec le Sida - mais aussi par les États, qui se sont accordés sur la nécessité de "donner aux femmes les moyens d'exercer un contrôle sur les questions liées à leur sexualité et de prendre à ce sujet des décisions en toute liberté" et se sont engagés sur "l'élimination de toutes les formes de violences envers les femmes et les filles" lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies consacrée au Sida.

- 5 -

Mais nous savons que les déclarations internationales ont peu de chance de se concrétiser sans une mobilisation sur le terrain. C'est dans ce contexte que nous avons décidé de mettre en place, en 2003, dans trois pays du Sud (Burkina Faso, Cameroun, Madagascar), un programme de réduction des risques sexuels qui associe étroitement capacité à se protéger et accès aux droits. Un programme centré pour l'essentiel sur le partage de savoirs, savoir-être et savoir-faire avec les femmes de ces pays dans le cadre de formations et de groupes de paroles. Partager avec les associations partenaires cette approche globale de la lutte contre le Sida incluant la question des droits, et en particulier les droits des femmes, a aussi pour objectif de rendre visible et de faire reconnaître la pertinence d'une telle approche.

Depuis, nous avons fait du chemin et le programme s'est enrichi des réalités du terrain, des apports des bénéficiaires et des actrices locales dans les trois pays. Nous en avons fait un outil d'apprentissage mutuel où les militantes du Planning Familial ont autant appris qu'elles ont apporté.

Les évaluations régulières menées tout au long du programme ont confirmé notre postulat : sans droits, ni lutte contre les violences sexistes, pas de réduction des risques sexuels efficace pour les femmes. Les formatrices et les animatrices de prévention, comme les femmes bénéficiaires, convaincues par l'expérimentation de cette approche, ont su s'approprier cette démarche et militent au quotidien pour sa mise en application, son transfert à d'autres sites, à d'autres femmes...

Elles ont fait de ce programme LEUR PROGRAMME en mobilisant, en formant d'autres femmes relais, en ouvrant les activités aux hommes qui le demandent de plus en plus, en plaidant pour la mise en œuvre de lois qui favorisent la reconnaissance des droits des groupes les plus vulnérables, ceux dont le "déficit statutaire" rend plus exposées au "déficit immunitaire".

Car ce combat n'est pas seulement une "affaire de femmes". C'est un combat qui questionne les fondements de nos sociétés très normatives qui stigmatisent, discriminent et violentent, tous ceux et celles, les femmes mais aussi les homosexuels et les transgenres, qui ne se conforment pas au modèle social dominant fondé sur la supériorité du "masculin".

C'est l'expérience de ce combat que nous souhaitons partager avec vous au travers de cette brochure. Une brochure qui tente de résumer en quelques pages les acquis et les perspectives du programme de réduction des risques sexuels mené dans trois pays du Sud.

Le document croise la parole des militantes du Planning Familial en France avec celle des actrices locales (formatrices, animatrices de prévention et femmes relais) du projet dans les trois pays.

Cette parole recueillie dans le cadre d'entretiens individuels, a été enrichie par une revue de différents documents relatifs au programme : bilans d'activités, rapports d'évaluation, actes de colloques, communiqués de presse, etc.

**Carine Favier**  
Présidente  
du Planning Familial

Les contenus  
de la brochure s'organisent  
autour de trois chapitres :

#### LE PREMIER CHAPITRE

définit ce qu'on entend par réduction des risques sexuels et émancipation des femmes et explicite pourquoi il est impératif de les associer

#### LE DEUXIÈME CHAPITRE

présente en quelques lignes Le Planning Familial en se centrant sur ses principes d'action et ses modalités d'intervention à l'international

#### LE TROISIÈME ET DERNIER CHAPITRE

détaille les principes d'action et les modalités de mise en œuvre du programme de réduction des risques sexuels, puis liste les bénéfices et les perspectives du programme du point de vue de ses actrices en France et en Afrique

# LE PLANNING FAMILIAL

## UN ACTEUR DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

“MOUVEMENT DE LUTTE FÉMINISTE QUI AGIT DANS LE CADRE D’UNE ÉDUCATION POPULAIRE NON SEXISTE”, Le Planning Familial se bat depuis plus de cinquante ans pour faire reculer toutes les formes de violences et d’inégalités dont peuvent être victimes les femmes et les hommes, en raison de leur identité et orientation sexuelle, de leur origine, de leur culture, de leur mode de vie, de leur statut juridique...

- 8 -

UN CERCLE VERTUEUX  
Réduction des risques sexuels & Émancipation des femmes

Animé par une confédération nationale composée de 15 fédérations régionales et de 70 associations départementales, le Mouvement anime 150 permanences d’accueil et d’information, ainsi que 31 centres de planification familiale. C’est dans ces lieux dédiés à la promotion des droits et de la santé sexuelle que ses animatrices et ses animateurs, écoutent, informent, orientent, soutiennent chaque année plus de 400.000 personnes.

L’action du Planning Familial ne s’arrête pas aux frontières de la France (Métropole et Départements d’Outre-Mer). L’association se définit aussi comme un acteur de la solidarité internationale. Une solidarité fondée sur une vision universaliste des droits “fondamentaux” des personnes, en particulier ceux des femmes : droit à disposer librement de son corps, de sa sexualité, de ses choix de vie affective, familiale ou professionnelle, etc.

Membre de la Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF), de la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (LEF) et de la Plateforme française Ensemble Lutons contre le Sida en Afrique (ELSA), Le Planning Familial entend contribuer à défendre et à promouvoir les droits des femmes à l’échelle mondiale.

### L’action internationale du Planning Familial s’organise autour :

- Du plaidoyer
- De la mutualisation des savoirs et des savoir-faire
- Du partage d’expériences et des ressources.

### À l’international, comme en France, Le Planning Familial applique les valeurs et les principes d’action qui fondent la démarche de l’éducation populaire :

- Renforcer les capacités des personnes à devenir les expertes de leur vie,
- Développer des actions de coopération et de solidarité fondées sur le principe d’un partenariat le plus égalitaire possible,
- Défendre le droit de chacune et chacun à choisir sa vie sexuelle et reproductive,
- S’inscrire dans une approche globale qui associe étroitement réduction des risques et accès aux droits.

**Ce sont ces valeurs et ces principes d’action que l’association met en œuvre dans le cadre de son programme de réduction des risques sexuels en Afrique.**

- 9 -

UN CERCLE VERTUEUX  
Réduction des risques sexuels & Émancipation des femmes

# DU LIEN INDISPENSABLE ENTRE LA RÉDUCTION DES RISQUES SEXUELS (RRS) & L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

ASSOCIER LA RÉDUCTION DES RISQUES SEXUELS ET L'ÉMANCIPATION DES FEMMES est un principe d'action de plus en plus promu au niveau international, non seulement par des associations militantes comme Le Planning Familial, mais également par des chercheurs et des organismes internationaux.

## LA RÉDUCTION DES RISQUES SEXUELS

consiste à faciliter l'accès à des informations et à des méthodes préventives diversifiées, exhaustives et adaptées en vue de renforcer les capacités des personnes à faire leurs propres choix en matière de prévention, dans une optique de réduction des risques de grossesses non prévues, d'IST dont le VIH/Sida, de violences sexuelles... Il ne s'agit pas de viser le risque zéro, mais bien d'amener les personnes à s'inscrire dans une démarche qui leur permet de limiter les risques.

## L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

est le processus destiné à leur permettre de "s'affranchir de toute forme de dépendance, contrainte ou domination qui entrave leur liberté de disposer d'elles-mêmes et de faire leurs propres choix".

L'ONUSIDA utilise ainsi le terme de "cercle vertueux" pour illustrer la nécessité d'associer, de façon étroite et circulaire, prévention de la transmission sexuelle de l'infection par le VIH, lutte contre les inégalités fondées sur le genre et autonomisation des femmes.

Dans son engagement du 27 juin 2001, l'Assemblée Générale des Nations Unies réunie en session extraordinaire sur le VIH/Sida rappelle également que "l'égalité entre les sexes et l'émancipation des femmes sont des conditions essentielles pour réduire leur vulnérabilité extrême à l'infection par le VIH/Sida". Une vulnérabilité fondée sur les nombreuses discriminations et violences en tout genre faites aux femmes, dans de nombreux pays et en particulier en Afrique subsaharienne, où elles constituent 60% des cas de sida et où les plus jeunes d'entre elles, celles âgées de 15 à 24 ans, ont 3 fois plus de risques d'être infectées que les jeunes hommes du même âge (rapport ONUSIDA 2009). Car comme le dit si bien le sociologue français Daniel Defert "le déficit immunitaire (VIH/Sida) s'installe en priorité là où il existe un déficit statutaire". Et les femmes africaines cumulent souvent plusieurs déficits statutaires qui peuvent prendre des formes multiples: sociaux, juridiques, économiques, moraux, religieux...

Or, tant que les femmes n'auront ni la maîtrise de leur vie, ni celle de leur sexualité, elles ne pourront pas se protéger de façon efficace contre les différents risques liés à la sexualité: grossesses non prévues, infections sexuellement transmissibles dont le VIH/Sida, violences sexuelles, etc.

**C'est à partir de ce constat que l'AG des Nations Unies de juin 2001 s'est engagée à "accélérer l'élaboration de stratégies nationales visant à :**

- Encourager la promotion des femmes ;
- Leur permettre de jouir pleinement de tous les droits fondamentaux ;
- Leur donner les moyens d'exercer un contrôle sur les questions liées à leur sexualité et de prendre à ce sujet des décisions en toute liberté et de manière responsable afin de les aider à mieux se protéger contre l'infection par le VIH ;
- Réduire leur vulnérabilité face au VIH/Sida, par l'élimination de toutes les formes de discrimination et de toutes les formes de violence y compris les pratiques traditionnelles et coutumières néfastes, les sévices, le viol et autres formes de violence sexuelle, les voies de fait et la traite des femmes et des filles"

# LE PROGRAMME RÉDUCTION DES RISQUES SEXUELS DU PLANNING FAMILIAL EN AFRIQUE

## I. BREF DESCRIPTIF DU PROGRAMME

Démarré en 2003, le programme est actuellement mis en œuvre dans trois pays d'Afrique et de l'Océan Indien :

- LE BURKINA FASO  
Ouagadougou et Bobo Dioulasso /  
régions environnantes)
- LE CAMEROUN (Yaoundé)
- MADAGASCAR  
(Antananarivo et Tuléar)

Destiné à des femmes et à des jeunes filles concernées ou non par le VIH/Sida, ayant des difficultés d'accès à la prévention et aux soins, le programme a pour objectif général de :

Renforcer, par l'apport d'informations, la restauration de l'estime de soi et la promotion de leurs droits, l'autonomie des femmes dans leur façon d'appréhender les risques liés à la sexualité et leur permettre ainsi de mieux se protéger contre les risques de l'infection par le VIH/Sida. <sup>(1)</sup>

**Pour réaliser cet objectif général, Le Planning Familial s'est donné pour stratégies de :**

### À COURT TERME <sup>(2)</sup>

- Participer au renforcement des capacités des associations partenaires à offrir aux femmes les plus vulnérables des actions de qualité en matière de santé sexuelle globale intégrant la prévention du VIH/Sida
- Faire connaître, promouvoir et rendre accessible le préservatif féminin
- Favoriser le travail en réseau et la mutualisation des ressources/savoirs entre les associations partenaires locales

### À MOYEN TERME <sup>(3)</sup>

- Permettre à des associations non spécialisées dans la lutte contre le Sida de prendre une part plus active dans le développement du réseau VIH et d'être reconnues par les acteurs institutionnels comme de véritables partenaires dans la lutte contre le Sida.
- Valoriser l'action auprès des institutions publiques en vue de favoriser une prise en charge publique de la diffusion du préservatif féminin à un coût abordable

(1), (2), (3) Ces parties ont été adaptées à partir de différents documents relatifs au projet.

À l'origine, en 2003, le programme visait pour l'essentiel à repérer, mobiliser et former des animatrices communautaires chargées de mettre en place et d'animer des groupes de paroles destinés à renforcer la capacité des femmes qui les composent à mieux se protéger.

Mais depuis quelques années, le programme, financé par le Ministère des Affaires Étrangères et la Fondation de France, a évolué dans sa forme et ses contenus, du fait des remontées du terrain. Aujourd'hui, de façon résumée, il se présente sous la forme d'une intervention en cascade qui commence par des formations de formatrices locales (12 à 15 par session), suivent d'anciennes animatrices dans le cadre du programme. Les sessions, qui durent dix jours, sont animées par des formatrices du Planning Familial. Les acquis de cette formation initiale sont actualisés et renforcés dans le cadre de sessions complémentaires organisées de manière régulière.

Les principaux objectifs pédagogiques de cet apprentissage sont : s'approprier la fiche métier de formatrice, savoir écouter et gérer un groupe, préparer un contenu de formation, concevoir des outils pédagogiques et d'évaluation, les techniques d'animation, maîtriser les principales thématiques du programme RRS, mais aussi savoir travailler en réseau, assurer le suivi des personnes formées et la rédaction de rapports.

Ces formatrices, après avoir participé à la formation animée par Le Planning Familial, forment à leur tour des animatrices de prévention (10 par session).

Chaque session dure 10 jours et vise à permettre aux animatrices formées d'acquiescer les savoirs, les principes, les attitudes et les techniques d'écoute et de soutien nécessaires à l'organisation et à l'animation de groupes de paroles dédiés à la réduction des risques sexuels. Mais le processus d'apprentissage s'étend au-delà de cette formation. Des regroupements et des réunions d'analyse des pratiques sont en effet organisés de façon régulière, et ce dans le but de permettre aux animatrices formées de :

**Analyser et questionner  
à des fins de renforcement  
de leurs pratiques**  
·  
**Partager  
leurs expériences de terrain**  
·  
**Mutualiser  
les savoir-faire acquis**

Une fois formées, les animatrices mettent en place et animent des groupes de paroles (10 à 15 femmes) qui vont aborder différents thèmes. Chaque groupe bénéficie de 7 séances thématiques de 2 heures chacune.

- SÉANCE 1** | Échanger autour du projet présenté comme "un espace et un outil pour parler ensemble de la santé des femmes". Recueil des attentes des participantes
- SÉANCE 2** | Connaître son corps, parler de sexualité
- SÉANCE 3** | Mieux connaître et utiliser les moyens de contraception
- SÉANCE 4** | Maîtriser les savoirs de base sur les modes de transmission, la prévention et la prise en charge des IST dont le VIH/Sida
- SÉANCE 5** | Violences et droits des femmes
- SÉANCE 6** | Comprendre l'intérêt et les modalités de suivi gynécologique et savoir communiquer avec les soignants
- SÉANCE 7** | Bilan (acquis, limites) et perspectives (initiatives que les participantes souhaiteraient prendre)

Ce programme de 7 séances n'est pas un cadre rigide et exclusif. Il s'agit avant tout d'une trame destinée à guider et à faciliter la mission des animatrices. Ces dernières ont ainsi pour consigne de faire preuve de souplesse et d'adapter, dans la mesure du possible, le déroulé et les contenus des séances aux attentes et aux réalités des participantes.

Les animatrices ont également pour objectif de repérer et de mobiliser des femmes relais au sein des groupes de parole. Ce sont ces femmes relais qui assurent la continuité du programme dans la durée. Certaines d'entre elles peuvent à terme suivre une formation et devenir à leur tour des animatrices.

**Mis en œuvre par 65 associations actives dans le champs de la lutte contre le sida, la planification familiale, l'insertion économique et la promotion des droits des femmes, le programme a permis, 7 ans après son démarrage :**

- La formation de 49 formatrices locales: 12 au Cameroun, 15 à Madagascar, 22 au Burkina Faso
- La mobilisation de 378 animatrices de prévention: 105 au Cameroun, 70 à Madagascar, 203 au Burkina Faso
- La mise en place de plus de 1700 actions de prévention qui ont touché environ 15.000 personnes dans les trois pays.

## II. PRINCIPES D'ACTION & REPERES METHODOLOGIQUES

### Un triple ancrage qui cultive le lien entre ici et là-bas et favorise la faisabilité et la viabilité du programme

Il y a tout d'abord **l'ancrage dans l'expérience française du Planning Familial** en matière de RRS démarrée en 1998 avec l'appui de la Direction Générale de la Santé (DGS). C'est sur la base des acquis de ce programme, mis en œuvre à la fois en Métropole et dans les DOM, en s'inspirant des mêmes principes d'action et des mêmes repères que Le Planning Familial a élaboré ses projets au Burkina Faso, au Cameroun et enfin à Madagascar.

“L'idée d'élargir le programme RRS à des pays du Sud nous a été soufflée par un chercheur français membre de la World Aids Foundation, chargée de la gestion des royalties de la découverte du virus. C'était lors d'un colloque où je présentais notre expérience. Il était prêt à nous financer pour mettre en place le projet au Burkina Faso, pays qu'il connaissait très bien pour y travailler depuis de nombreuses années dans le cadre de partenariats institutionnels”

\_ Militante du Planning Familial, France

Il y a ensuite **l'ancrage dans des partenariats et des jumelages associatifs et institutionnels existants entre la France et certains pays d'Afrique.**

“Nous avons choisi d'intervenir dans des pays où nous avons déjà des contacts, voire des partenariats, notamment via notre participation à des dynamiques de jumelage entre collectivités territoriales. C'était le cas du Burkina Faso et de Madagascar. S'inscrire dans des partenariats existants était non seulement un facteur qui renforçait la pertinence et la faisabilité, mais également un gage de viabilité pour le projet. Nous avons aussi pris en compte l'existence d'accords inter-hospitaliers entre la France et des pays d'Afrique dans le cadre du programme ESTHER”

\_ Militante du Planning Familial, France

Il y a enfin, et c'est le plus fondamental selon tous les propos recueillis, **l'ancrage communautaire** dans des réponses associatives locales pluridisciplinaires, mais également et surtout dans les réalités sociales et culturelles des femmes bénéficiaires du projet.

“Il n'était pas question d'avoir des expatriées qui mettraient en œuvre le projet. Nous devons nous enraciner dans des réponses associatives locales, fondées sur les mêmes principes que Le Planning Familial, pour renforcer la faisabilité, la pertinence, l'efficacité et la viabilité du programme. Nous avons donc commencé par identifier et mobiliser des partenaires associatifs qui militent dans le champs de la lutte contre le sida, la promotion des femmes et la planification familiale”.

\_ Militante du Planning Familial, France

“Avant d'intervenir dans un quartier, nous commençons toujours par sensibiliser les différents leaders, communautaires, religieux, institutionnels, associatifs, à nos actions. Il est important de les rassurer et d'avoir leur soutien. Il faut ainsi les convaincre que nous n'avons aucune intention de susciter une révolution féminine. C'est cela qui nous ouvre les portes. Sans l'accord des hommes, on ne peut pas avoir accès aux femmes”.

\_ Coordinatrice du projet, Bobo Dioulasso, Burkina Faso

“Pour mieux lutter contre les violences, on a impliqué les chefs de quartier “Les fokontan” comme personnes référentes”.

\_ (Coordinatrice du projet, Madagascar).

### Une approche de la santé sexuelle holistique qui prend en compte les réalités locales

Considérant que se protéger à cent pour cent n'existe pas vraiment car la prise de risque fait partie de l'existence de chaque personne, Le Planning Familial préfère s'inscrire dans une approche de réduction des risques sexuels jugée plus pertinente et plus efficace d'un point de vue de santé publique qu'une prévention visant le risque zéro.

“Notre expérience nous a montré que se protéger un peu est toujours mieux que de ne pas se protéger du tout. De plus, nous avons pu constater que lorsque les personnes étaient amenées à se protéger même un peu, elles entraient alors dans une dynamique d'amélioration de l'estime de soi qui les conduit, si on leur en donne les moyens, à se protéger encore plus”.

(1) ESTHER: Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière en Réseau

Par ailleurs, le programme, à la différence de nombreux projets dédiés à la lutte contre le Sida, s'inscrit résolument dans une approche holistique de la santé sexuelle qui associe la réduction des risques de l'infection par le VIH/Sida aux autres risques: grossesses non prévues, violences, IST, avortement à risque, mortalité maternelle... Cette approche permet également d'aborder clairement la question du VIH/Sida sous l'angle plus global de la sexualité, dans des contextes où l'essentiel des transmissions se fait par voie sexuelle.

“Au niveau de l'approche, la façon particulière et originale de traiter de la santé des femmes sans nous focaliser sur un seul aspect a séduit les femmes qui se retrouvent bien dans ce programme où elles peuvent parler de tout. Les autres associations qui militent sur le terrain ne prennent pas en compte tous ces éléments”.

\_ (Coordinatrice du projet, site de Bobo Dioulasso, Burkina Faso)

Enfin, fidèles aux principes d'action d'éducation populaire du Planning Familial, les actrices du programme, aussi bien en France qu'en Afrique, se montrent très vigilantes à enraciner les différentes actions dans les réalités sociales et culturelles des bénéficiaires de façon à éviter de heurter de façon frontale les croyances et les normes locales. Les sujets polémiques ou tabous ne sont pas éludés pour autant: l'idée est d'ouvrir des espaces de débat dans le respect de la parole des personnes mais avec le souci de les inciter à questionner leurs représentations.

“Il nous semble important de développer des espaces de parole, de partir du vécu des personnes et de ne pas chercher à imposer des normes”.

\_ Militante du Planning Familial, France

“Nous les écoutons. Ensuite, nous les conseillons, nous les orientons en leur proposant des solutions. Nous ne disons jamais : “Il faut faire cela”, mais nous leur proposons : “Tu peux faire ceci ou cela ; à toi de choisir ce qui te convient.” C’est à partir de là que les femmes se libèrent et commencent des démarches.”

\_ Animatrice de prévention, Madagascar

“Il nous semble plus efficace de ne pas aborder directement les sujets les plus “tabous” (particulièrement quand on parle de sexualité) avec les femmes, mais plutôt de partir de leur réalité, de leur vécu et de les accompagner petit à petit vers l’analyse des situations de prise de risques sexuels”.

\_ Coordinatrice du projet, site de Bobo Dioulasso, Burkina Faso

“Ce projet, c’est une forme de révolution interne. Ça permet de faire bouger les choses et en douceur. Les changements viennent des personnes elles-mêmes parce qu’elles ont compris que les traditions ne sont pas toujours bénéfiques”.

\_ Coordinatrice du projet, Ouagadougou, Burkina Faso

### **/ Une offre globale et diversifiée qui met en lumière l’indispensable complémentarité entre RRS, estime de soi et accès aux droits**

Savoir comment se procurer et utiliser les différentes méthodes de RRS ne suffit pas à se protéger. Surtout dans des contextes où les femmes sont l’objet de discriminations et de violences de toutes sortes et n’ont souvent aucune maîtrise sur leur corps. C’est une évidence démontrée par toutes les expériences de terrain, confirmées par toutes les études scientifiques réalisées. Et pourtant, nombreux sont encore les programmes de RRS basés sur une approche “éducative” du type IEC (information, éducation, communication). Une approche qui part du postulat que maîtriser “savoir et savoir-faire” permet de se protéger. Une approche à l’inverse des valeurs et des principes qui fondent l’action et les combats du Planning Familial depuis de nombreuses décennies.

“Les programmes qui font la promotion du préservatif sans aborder la question des modèles masculin/féminin et des rapports de domination ne permettent pas aux femmes de renforcer les compétences indispensables pour mieux se protéger. Ce n’est pas sur le fait d’utiliser le préservatif que les femmes vont bouger, mais sur le fait de dire : vous avez de la valeur, vous êtes importantes, vous êtes des mères, des femmes, des citoyennes, vous avez un rôle social. Vous avez des droits. Vous méritez de vous protéger, de prendre soin de vous...”

\_ Militante du Planning Familial, France

Pour Le Planning Familial, en effet, seule une approche holistique qui agit à la fois sur le savoir-se protéger, le vouloir-se protéger et le pouvoir-se protéger peut s’avérer effi-

cace sur le long terme. Et c’est cette approche qui est mise en œuvre dans le cadre du programme RRS aussi bien en France que dans les pays du Sud.

Le programme RRS vise ainsi à permettre aux femmes qui y participent de renforcer à la fois le savoir-se protéger, le vouloir-se protéger et le pouvoir-se protéger.

### **LE SAVOIR-SE PROTÉGER se travaille par l’apport de savoirs et de savoir-faire avec l’objectif de les aider à :**

- Mieux connaître leur corps,
- En savoir plus sur le lien entre sexualité et plaisir,
  - “On utilisait une seule position sexuelle. On se couchait sur le dos et le mari se satisfait. Dans le groupe, on a appris qu’il fallait varier les positions. C’est intéressant pour l’homme, mais aussi pour la femme”.
- \_ Participante groupe de parole, Ouagadougou, Burkina Faso
- Mieux comprendre le caractère pluridimensionnel de la sexualité : la dimension biologique, la dimension culturelle, la dimension religieuse, la dimension sociale,...
- Connaître les différents risques liés à la sexualité: grossesse non prévues, IST, Sida,...
- Comprendre, pour mieux les gérer, les facteurs et les pratiques qui renforcent leur vulnérabilité à ces risques,

— Savoir comment choisir, se procurer et utiliser les méthodes de RRS les plus adaptées à leurs besoins et réalités,

“Il y avait des moyens de contraception que je ne connaissais pas”.

\_ Participante groupe de parole, Madagascar

— Comprendre le lien entre inégalité, domination masculine, violence et risques sexuels,

— Mieux connaître leurs droits et les différents recours possibles contre toutes les formes de discrimination et de violence fondées sur le genre.

“Aujourd’hui, je sais qu’une femme battue peut s’adresser à l’ALVF (Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes”.

\_ Participante groupe de parole, Cameroun

“Avant, je ne savais pas que les femmes avaient des droits. Maintenant, je le sais et cela m’a aidé à régler les problèmes avec mon mari”.

\_ Participante groupe de parole, Cameroun

Les formations des intervenantes (formatrices et animatrices de prévention) et les groupes de paroles deviennent ainsi un lieu sécurisé de partage de savoirs et de savoir-faire.

Des savoirs et des savoir-faire plurithématiques qui se parlent avec des mots simples et qui se construisent de manière interactive avec les femmes, à partir de leurs réalités, de leurs expériences, de leurs besoins et de leurs attentes. Les méthodes pédagogiques mises en œuvre dans le cadre du programme privilégient en effet l'apprentissage par l'implication et la mise en situation, en articulant étroitement savoir théorique et savoir pratique.

**“J’entends et j’oublie.  
Je vois et je me souviens.  
Je fais et j’apprends”.**

**LE VOULOIR-SE PROTÉGER est favorisé par des apports de savoir et des mises en situation qui permettent aux femmes de :**

— Travailler sur leurs perceptions et leur estime de soi

“Une des forces de ce programme, c’est qu’on ne se contente pas d’apporter des connaissances et des outils de prévention, mais on essaie également et surtout de donner envie aux femmes de se protéger et de prendre soin d’elles en renforçant leur estime de soi. Car peut-on se soigner quand on ne s’aime pas ?!”

\_ Militante du Planning Familial, France

— Comprendre et déconstruire les logiques sociales, culturelles, religieuses qui tendent à normaliser et à légitimer la violence et les inégalités faites aux femmes

Le Planning Familial et ses partenaires sont en effet adeptes de ce principe prôné par le philosophe chinois Confucius qui dit :

“Vouloir-se protéger passe aussi et surtout pas la capacité à “délégitimer” un certain nombre de pratiques, de traditions, apprendre à se dire face à certains abus de pouvoir ou violences : ce n’est pas normal, je n’ai pas à accepter... Je dois lutter contre”.

\_ Militante du Planning Familial, France

— Renforcer leur capacité à s’affranchir des tutelles et des traditions sociales et culturelles qui leur refusent le droit à décider pour elles-mêmes

“Au départ, les stagiaires ont abordé la formation plutôt sur le plan médical de la maladie : on vient se former pour aborder la question du VIH. Elles ont fini la formation en disant : pour que le Sida recule, il faut que beaucoup de choses changent dans la société, en particulier dans les rapports entre hommes et femmes”.

\_ Formatrice, Bobo Dioulasso, Burkina Faso

**LE POUVOIR-SE PROTÉGER, à l’inverse du savoir-se protéger et du vouloir-se protéger, se travaille pour l’essentiel en marge des formations et des groupes de parole. Il s’agit de mobiliser et de renforcer la capacité des partenaires locaux à contribuer à créer un environnement qui permette aux femmes de mettre en application les savoirs et savoir-faire acquis dans le cadre des formations et des groupes de paroles.**

**Ce travail sur le pouvoir-se protéger, soutenu par les militantes du Planning Familial, se fait sous la forme de :**

— Un accompagnement dans la durée vers les soins et les droits. Ce sont les animatrices formées dans le cadre du projet qui assurent cet appui, qui consiste à soutenir les femmes dans leurs stratégies de réduction des risques par des médiations familiales, un accès facilité aux structures de soin et aux moyens de prévention, le recours à des structures de défense des droits des femmes, etc.

Mais le travail sur le pouvoir-se protéger s’avère très difficile à mettre en œuvre, selon les témoignages recueillis ou consultés dans le cadre de l’élaboration de cette brochure. L’essentiel des partenaires locaux mobilisés dans le programme sont des associations de taille modeste, très centrées sur l’action,

— Des rencontres avec des leaders communautaires et des prestataires de soins de santé. Ces rencontres visent pour l’essentiel à sensibiliser ces acteurs à la prise en compte des spécificités des femmes et à favoriser leur accès à la prévention et aux soins.

— La mise en œuvre de projets destinés à favoriser l’autonomie économique des femmes.

“Dans un village peul musulman, des femmes formées dans le cadre du projet ont reçu un appui financier pour mettre en place un moulin qui leur a permis non seulement de gagner du temps en leur évitant de faire de longs trajets pour aller moudre leurs graines au village voisin, mais aussi et surtout d’ouvrir une consultation gynécologique hebdomadaire. Grâce aux bénéfices réalisés, les femmes ont pu en effet construire et équiper une case médicale et faire appel aux services des sages-femmes de l’association locale de planning familial. C’est une telle réussite que les hommes ont voulu avoir eux aussi leur propre programme de RRS ! C’est ce que nous essayons actuellement de mettre en place avec l’appui de l’imam du village, un religieux éclairé et progressiste comme on aimerait en voir plus souvent”.

\_ Coordinatrice, Bobo Dioulasso, Burkina Faso

voire sur la prestation de services. Peu nombreuses sont celles qui ont l’expertise et les ressources nécessaires pour monter des actions de plaidoyer visant à faire modifier les lois, à dénoncer les inégalités et les violences ou encore à permettre l’accès réel aux droits.

**/ Une démarche participative et une méthodologie en cascade qui favorise le faire avec, renforce et valorise l'expertise locale et facilite l'ancrage communautaire du programme**

Le programme RRS s'organise autour de quatre types d'actions qui se chevauchent :

**LES MILITANTES**  
DU PLANNING FORMENT  
**DES FORMATRICES** ISSUES  
DES ASSOCIATIONS  
PARTENAIRES  
DANS CHAQUE SITE

**LES FORMATRICES**  
**LOCALES** FORMENT  
**DES ANIMATRICES**  
CHARGÉES DE  
METTRE EN PLACE  
DES GROUPES DE PAROLES DANS LEURS  
QUARTIERS DE RÉSIDENCE

**LES ANIMATRICES** forment  
et animent des groupes de  
paroles composés chacun  
d'une quinzaine **DE FEMMES**

**LES ANIMATRICES**  
identifient et mobilisent  
**DES FEMMES RELAIS** chargées  
à leur tour de sensibiliser  
**LEURS PROCHES**

Cette méthodologie en cascade favorise le faire avec, renforce et valorise l'expertise locale et ancre les acquis du programme de façon durable au plus près des réalités, besoins et vécus des communautés ciblées. Et ce d'autant plus que l'effet boule de neige généré par cette approche ne s'arrête pas aux groupes de paroles, mais va au-delà grâce à la mobilisation de femmes relais qui vont à leur tour partager avec leurs proches, jeunes ou vieux, femmes et hommes, les savoirs, savoir-être et savoir-faire acquis.

"Nous avons constaté que les femmes étaient vraiment assidues et encouragées dans les groupes de parole. À la fin des séances, elles se sont constituées elles-mêmes en femmes relais : "Je vais faire des groupes dans mon quartier, je vais en parler à ma famille, à ma belle-famille".

Le projet dispose ainsi en permanence d'un vivier d'intervenantes faciles à mobiliser dans le cas où il faudrait former de nouvelles animatrices ou formatrices afin d'élargir le programme à d'autres sites et à d'autres publics. Les femmes relais deviennent alors des animatrices, et certaines de ces dernières peuvent se transformer en formatrices.

**/ Un partenariat pluraliste qui favorise la mutualisation des savoirs et des compétences et facilite l'approche globale**

65 associations locales ont participé à la mise en œuvre du programme dans les trois pays. Organisées sous forme de regroupements inter associatifs informels, ces structures sont pour l'essentiel des organisations féminines avec des profils variés. On trouve ainsi côte à côte de grosses structures nationales reconnues au niveau international, des petites associations de quartier peu structurées, des regroupements communautaires... Les champs d'action varient également d'une organisation à l'autre. Certaines agissent dans la lutte contre le sida, d'autres se sont spécialisées dans la promotion des droits des femmes, d'autres enfin sont actives dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle, de la planification familiale, de la lutte contre les violences, de la citoyenneté, du développement, de l'environnement etc.

Cette pluralité des thématiques et des profils, voulue par Le Planning Familial, bien que parfois difficile à gérer, est vécue par les différents partenaires locaux comme une richesse, un outil bénéfique qui renforce la complémentarité des actions, renforce l'approche globale, favorise la mutualisation des expériences et des ressources et facilite enfin le transfert des compétences.

"Cela nous a permis de créer une certaine synergie entre les différentes associations qui participent au programme. Maintenant, nous travaillons ensemble. Lorsqu'il y a un problème, nous nous consultons et nous essayons de trouver une personne ressource qui pourrait intervenir pour nous aider à trouver les solutions nécessaires".

\_ Formatrice, Bobo Dioulasso, Burkina Faso

Travailler en réseau permet aussi de se faire mieux entendre et prendre en compte par les pouvoirs publics.

"En agissant de façon collective, les associations sont plus en capacité de se faire entendre et de faire reconnaître leurs actions".

\_ Militante du Planning Familial, France

Le fait d'élargir le partenariat à des structures pas toujours spécialisées dans la lutte contre le Sida est également vécu comme un facteur de déstigmatisation et d'intégration sociale des personnes vivant avec le VIH/Sida.

### / Un dispositif de suivi-évaluation rigoureux et permanent qui renforce la pertinence et l'efficacité des actions mises en œuvre

Dès le démarrage, le programme s'est doté d'un dispositif de suivi-évaluation intégré et permanent. Chaque activité dispose ainsi de modalités et de supports de suivi-évaluation spécifiques, qui vont du formulaire écrit à l'enquête de satisfaction en passant par les comptes-rendus des formations et des groupes de parole.

En plus de ce système de suivi permanent centré sur le processus et les mécanismes de mise en œuvre, Le Planning Familial a également prévu et mis en œuvre des temps d'évaluation structurés, focalisés sur les résultats (quantitatifs et qualitatifs) et les effets du projet sur les personnes, sur les structures et sur l'environnement plus global.

Ces temps de retour sur le projet sont vécus par les différentes personnes interviewées comme une garantie de la pertinence et de l'efficacité des actions mises en place. Prendre le temps de faire le point en donnant la parole à la fois aux actrices et aux bénéficiaires du projet permet en effet de rester en permanence à l'écoute des besoins des unes et des autres et d'adapter ainsi les réponses en continu.

“Au départ, nous avons conçu un module de formation au regard de ce qu'étaient nos pratiques en France et de la petite connaissance du terrain en Afrique que nous avions. Ce cadre a ensuite été adapté dans chaque pays avec les animatrices, en fonction de ce qui ressortait des évaluations. Au Burkina, les animatrices ont fait remonter deux thèmes clés et liés qu'on a retravaillés lors de la formation complémentaire. Ces thèmes ont été repérés à partir des préoccupations exprimées par les femmes dans les groupes de parole. Il s'agit de la question des violences et de celle des droits”.

\_ Militante du Planning Familial, France

## III. ACQUIS & PERSPECTIVES DU POINT DE VUE DES ACTRICES DU PROGRAMME

### / Une pertinence et une efficacité réelle

Tous les propos recueillis, soit au cours des entretiens réalisés, soit au travers de la revue documentaire, montrent que les actrices du programme aussi bien en France que dans les trois pays concernés, vivent le projet comme un outil pertinent et efficace qui permet à :

### SES BÉNÉFICIAIRES (PARTICIPANTES AUX GROUPES DE PAROLE)

#### — De mieux connaître leur corps pour mieux contrôler et vivre leur sexualité

“Redonner confiance aux femmes en leur reconnaissant le droit à la sexualité, au plaisir, à la connaissance, ne peut que les amener à développer leur propre démarche de prévention. Ce type de démarche permet aux femmes d'exister en tant que femme à part entière et non plus seulement en tant que mère ou épouse”.

#### — D'apprendre à s'aimer et renforcer leur vouloir-se protéger/se soigner

“Les femmes nous disent : j'ai compris que je pouvais participer à la relation sexuelle, que j'avais aussi droit au plaisir. Et ça, ça aide à stabiliser le couple et à garder le mari au foyer”.

“Avant les femmes avaient honte de parler et demander des préservatifs. Aujourd'hui, je ne peux plus sortir sans... Tout le monde me les réclame”.

#### — De s'inscrire dans une dynamique de partage et d'entraide mutuelle qui renforce leur “pouvoir” à choisir et décider pour elles-mêmes

“Il y en avait qui trouvaient normal de subir la violence, le sexe, d'accepter que le mari aille boire l'argent du ménage... Grâce aux témoignages des autres femmes, elles ont compris que ce n'était pas une fatalité de subir. Qu'elles aussi pouvaient dire non parce qu'elles n'étaient plus seules. Il y avait les femmes du groupe pour les aider”.

— **De savoir repérer les actes de violence pour mieux les refuser et les dénoncer**

“J’ai compris que la violence pouvait prendre plusieurs formes. Ce n’est pas seulement le fait d’être battue... Avant, je ne le savais pas”.

— **De connaître et mieux utiliser les dispositifs de lutte contre la violence**

“Là-bas à Mokoho, on peut dénoncer un mari violent”.

— **De mieux connaître et utiliser les dispositifs de droits et les services existants**

“Avant, dans mon quartier les femmes refusaient d’aller accoucher au dispensaire. Maintenant, elles vont là-bas même si leurs proches ne sont pas d’accord”.

“Ce programme a permis beaucoup de bonnes choses : on scolarise plus les filles, on vaccine plus d’enfants, il y a moins d’excisions”.

**SES ACTRICES LOCALES  
(COORDINATRICES, FORMATRICES  
ET ANIMATRICES DE PRÉVENTION)**

— **D’apprendre à savoir écouter et accepter l’autre sans jugement**

“J’avais tendance à parler tout le temps, maintenant j’ai appris à écouter vraiment les autres”.

“J’ai appris que juger empêchait les femmes de parler librement d’elles-mêmes, de leurs pratiques, de leurs problèmes”.

— **De renforcer leurs connaissances et leurs compétences**

“Je n’avais pas beaucoup d’éléments de réponse. Je manquais de connaissances sur la contraception, les méthodes de prévention. Avec la formation, je me sens plus forte, plus capable d’apporter des réponses et des solutions”.

— **De faire évoluer leurs modalités d’intervention**

“Nous utilisons les savoirs acquis avec le projet du Planning Familial sur d’autres thématiques”.

“Cette approche globale nous la mettons en œuvre dans d’autres projets”.

— **De renforcer la confiance dans leur savoirs et savoir-faire**

“Avant j’étais très timide. Je n’arrivais pas à parler en public. J’avais vraiment peur de me tromper. La formation m’a rendue plus confiante, plus sûre de moi”.

“J’avais du mal à aborder les questions liées à la sexualité. C’était un peu tabou. Maintenant, je me sens plus à l’aise. Dans le quartier, on m’appelle Madame Malette Magique ! J’ai toujours ma mallette avec les préservatifs et les supports pour montrer comment les utiliser”.

— **De se sentir utiles et d’être reconnues dans leur communauté**

“Au début, ce n’était pas facile. Il y avait des hommes qui se montraient très agressifs avec moi. Ils me reprochaient de monter leurs femmes contre eux. Maintenant, ils viennent me voir pour me demander conseil”.

“Je suis très sollicitée. Les gens viennent me voir tout le temps. J’ai une place très importante dans mon quartier. Le regard de ma propre famille a changé”.

**AUX MILITANTES  
DU PLANNING FAMILIAL EN FRANCE**

— **D’adopter une posture en retrait et d’accepter la différence**

“Quand on voit ce qu’elles arrivent à faire avec si peu de moyens, je me sens toute humble”.

“On n’a pas la prétention de tout changer du jour au lendemain. On se dit qu’avec ce projet on sème des graines, mais ça peut pousser ou pas... De fait on participe à ouvrir des champs du possible...”.

“J’ai compris qu’il y avait d’autres manières de faire que les nôtres et que ce qui était important c’est d’aller au-delà de nos différences pour construire quelque chose ensemble”.

**/ Une offre  
et des thématiques à diversifier**

À la question de ce qu’il faudrait changer dans le programme pour en renforcer la pertinence et l’efficacité, toutes les actrices interviewées, françaises et africaines, ont répondu :

“Élargir les activités au-delà des formations et des groupes de parole. Diversifier l’offre la rend plus attrayante et favorise une adhésion plus durable des femmes au programme”.

— **D’améliorer sa pratique en France**

“Participer au projet m’a permis de porter un autre regard sur notre expérience en France”.

“Le fait de travailler avec mes collègues africaines a été une bonne occasion de questionner ma manière de faire ici en France. J’avais tendance à poser trop de règles, à me montrer trop sévère face aux absences, au non-respect des horaires... Maintenant, je suis plus souple, plus à l’écoute, plus tolérante”.

— **De gagner en expertise et en légitimité**

“J’ai appris à être formatrice en participant à l’animation des formations au Burkina”.

“L’expérience acquise en Afrique m’a permis d’être plus légitime en interne au Planning. Mon expertise est plus reconnue, plus valorisée”.

“S’ouvrir à de nouvelles thématiques, en particulier celle touchant à la manière de prévenir la malnutrition des enfants”.

“Renforcer l’autonomie économique des femmes par la mise en place d’activités génératrices de revenus (AGR) collectives ou individuelles. Gagner sa vie permet de mieux négocier la prévention, le soin...”.

### / Des acquis certains à inscrire dans une approche mixte ouverte aux hommes

Ouvrir le projet aux hommes est vécu comme une urgence par toutes les intervenantes interrogées dans le cadre de la préparation de cette brochure. Les arguments avancés pour expliquer cette position sont :

“Dans des contextes où les rapports de domination homme/femme sont en défaveur de ces dernières, il est illusoire de croire qu’elles peuvent

avoir la maîtrise de leur sexualité. La prévention ça se négocie et se met en œuvre à deux”.

S’ouvrir aux hommes qui le demandent faciliterait également un accès plus durable aux femmes.

“Les hommes me disent qu’ils sont jaloux. Qu’ils aimeraient aussi apprendre des choses comme les femmes. Si on ne les intègre pas, ils risquent de leur interdire de fréquenter les groupes de parole”.

### / Des modalités d’intervention qui privilégient le “faire avec” mais aussi le “construire avec”

Plusieurs actrices du programme dans les pays ont exprimé le besoin et le désir d’être plus impliquées en amont dans le choix et l’élaboration des contenus du programme. Il s’agit de devenir auteur et pas seulement acteur du projet.

“Le Mouvement Français du Planning Familial nous a vraiment associées à la mise en œuvre du projet. Mais ce n’est pas suffisant. Il aurait fallu nous impliquer aussi dans le choix des modalités d’intervention. On a le sentiment d’être exécutantes et non actrices à part entière”.

C’est aussi le point de vue des militantes du

Planning Familial interviewées. Elles considèrent en effet que prendre le temps de construire avec les associations locales serait un garant de la pertinence et de la durabilité des activités proposées dans le cadre du projet.

“Même si on avait le temps, on n’a pas les capacités et les codes pour comprendre aussi bien que les associations locales les enjeux et les réalités du pays. Il faut donc construire les choses avec elles pour être en mesure d’offrir des contenus et des activités adaptées, acceptables et faisables localement”.

# EN GUISE DE CONCLUSION

C’est la fin de cette brochure qui raconte le programme de réduction des risques sexuels accompagnés par Le Planning Familial dans trois pays du Sud : le Burkina Faso, le Cameroun et Madagascar.

Mais ce n’est pas la fin du projet...

Le Planning Familial et ses partenaires ont su construire, au fil des années, malgré les difficultés rencontrées et dépassées, “un savoir-faire ensemble” qui a fait la preuve de son efficacité, en témoignent les acquis mis en avant par les bénéficiaires et les actrices du projet.

Ce “savoir-faire ensemble”, mérite d’être renforcé et élargi à d’autres sites, d’autres femmes... Mais aussi aux hommes, pour leur offrir la possibilité de questionner leurs propres facteurs d’exposition au risque et en faire des alliés dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

LE PLANNING FAMILIAL ET SES PARTENAIRES  
SONT DONC DÉCIDÉS, POUR PEU QU’ON LEUR  
EN DONNE LES MOYENS, À CONTINUER  
L’AVENTURE AFIN DE CONTRIBUER À :

/ Faire bouger les représentations des hommes et  
des femmes sur leurs rôles respectifs

/ Dénoncer et faire reculer les violences et les  
discriminations de genre qui maintiennent les  
femmes en situation de domination et font le lit  
de l’épidémie du Sida.

**COMITÉ DE RÉDACTION****En France**

Carine Favier, Christine Mauget,  
Nadia Mouzaïa, Martine Nawrat,  
Marie France Taurinya, Latifa Drif,  
Dominique Audouze.

**En Afrique**

Aminata Diallo et Marie Salomé  
Zoungrana (Burkina Faso), Bodo-  
soarivelo Ralamboson (Madagas-  
car), Nathalie Nkoume (Cameroun).

**CONCEPTION ET RÉDACTION**

Latefa Imane

**DIRECTION ARTISTIQUE**

MarieClaire Grafilles

**ÉDITEUR**

Le Planning Familial

# Liberté Égalité Sexualités



4, square Saint-Irénée 75011 Paris

Tél. : 01 48 07 29 10

[mfpf@planning-familial.org](mailto:mfpf@planning-familial.org)

[www.planning-familial.org](http://www.planning-familial.org)

PROGRAMME SOUTENU PAR

